

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 48

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

58^a Sessione plenaria
(Parigi 15-17 giugno 2010)

Raccomandazione n. 856 ⁽¹⁾

Sull'UE e i Balcani occidentali ⁽²⁾

Trasmessa il 12 luglio 2010

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant que:

15 ans se sont écoulés depuis la signature de l'Accord de paix de Dayton et 10 ans depuis l'intervention militaire de l'OTAN au Kosovo *;

⁽¹⁾Adoptée par l'Assemblée le 16 juin 2010, au cours de sa 2^{ème} séance plénière.

⁽²⁾ Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission politique par M. Pietro Fassino (Italie, Groupe socialiste), rapporteur, Document 2066.

* Toute référence au Kosovo mentionnée dans ce texte, que ce soit à son territoire, ses institutions ou sa population, s'entend en pleine conformité avec la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies et sans préjuger du statut du Kosovo.

pendant cette période, la paix, la stabilité et la sécurité ont été garanties à l'ensemble de la région grâce à l'engagement militaire et politique de la communauté internationale;

les nouveaux Etats issus de la Fédération yougoslave ont consolidé leurs institutions démocratiques;

il subsiste néanmoins des conflits qui exposent la région à de nouveaux risques de tension et au retour du nationalisme;

l'intégration pleine et entière de ces pays dans les institutions euro-atlantiques est essentielle à la stabilisation définitive de la région;

(ii) Considérant que:

en adoptant l'agenda de Thessalonique (2003), l'Union européenne a encouragé un processus de stabilisation et d'association, dont l'objectif ultime est l'intégration des Etats des Balkans occidentaux à l'UE;

le Conseil européen a exprimé à de nombreuses reprises son souhait d'intégrer les Balkans occidentaux à l'UE, comme l'a réaffirmé récemment la Haute Représentante Catherine Ashton;

la Slovénie est déjà membre de l'UE et participe aux réalisations politiques européennes majeures, notamment à la zone euro et à l'espace Schengen;

les négociations d'adhésion avec la Croatie, qui sont entrées dans la phase finale, seront peut-être conclues d'ici la fin 2010;

les Accords de stabilisation et d'association passés avec l'Albanie, la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Monténégro sont entrés en vigueur;

les ministres du Conseil européen sont convenus, lors de leur réunion du 14 juin 2010, de soumettre l'Accord de stabilisation et d'association avec la Serbie à leurs parlements pour ratification;

un tel accord a été signé également avec la Bosnie-Herzégovine, mais les conditions requises pour son entrée en vigueur ne sont pas encore réunies;

l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et la Serbie ont fait acte de candidature à l'UE et exprimé leur volonté d'entamer des négociations;

l'Union européenne joue un rôle clé dans la stabilisation de la Bosnie-Herzégovine par le biais de sa mission Althea, de sa mission de police et de son Représentant spécial, qui dirige également le Bureau du Haut Représentant;

l'Union européenne, à travers la mission EULEX, joue un rôle majeur dans

le processus de stabilisation et de renforcement des capacités du Kosovo;

la KFOR, qui bénéficie d'une contribution européenne considérable, participe à la création et au maintien d'un environnement sûr;

l'Union européenne a également nommé des représentants spéciaux pour l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Kosovo afin de contribuer activement à la mise en place de l'Etat et à la stabilisation politique;

l'Union européenne a accordé à la Serbie, au Monténégro et à l'ex-République yougoslave de Macédoine un traitement préférentiel, suspendant l'obligation de visas en vue de faciliter les déplacements entre ces pays et l'UE;

(iii) Considérant que:

la plupart des pays des Balkans occidentaux ont exprimé à maintes reprises leur désir d'adhérer à l'OTAN;

certains d'entre eux sont devenus membres du Partenariat pour la paix;

plusieurs pays des Balkans prennent part à des missions de l'OTAN en Afghanistan et à diverses missions de la PSDC;

l'Albanie et la Croatie participent en qualité de membres associés, et la Bosnie-Herzégovine, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et la Serbie en tant que partenaires aux activités de l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale/Assemblée européenne de sécurité et de défense en y envoyant des délégations parlementaires;

l'intégration des pays des Balkans occidentaux dans les politiques de sécurité de l'OTAN et de l'UE contribuerait à la stabilité et à la sécurité et protégerait la région contre l'éclatement d'un nouveau conflit;

(iv) Considérant que, pour favoriser le processus d'intégration européenne, il est essentiel de parvenir au règlement

pacifique des différends et des conflits entre les pays de la région et même à l'intérieur de chacun d'eux;

(v) Se félicitant des résultats positifs du référendum organisé par la Slovénie sur la question des frontières maritimes avec la Croatie, à laquelle il est désormais possible d'apporter une solution à la satisfaction des deux parties;

(vi) Réaffirmant la pleine validité de l'Accord de Dayton, la légitimité de l'Etat et du principe de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine, et l'urgence de renforcer ses structures étatiques, tout en demandant à la Croatie et à la Serbie, signataires de l'accord, de contribuer sans relâche à la réalisation de ces objectifs;

(vii) Encourageant l'ex-République yougoslave de Macédoine à poursuivre la mise en oeuvre des accords d'Ohrid;

(viii) Invitant les dirigeants de la Bosnie-Herzégovine à mettre en oeuvre les réformes constitutionnelles essentielles pour l'entrée en vigueur de l'Accord de stabilisation et d'association, qui devrait conférer à l'Etat les compétences accrues nécessaires pour participer activement au processus d'adhésion à l'UE;

(ix) Invitant instamment les gouvernements de la Grèce et de l'ex-République yougoslave de Macédoine à accélérer les négociations devant aboutir à une solution mutuellement acceptable concernant l'appellation officielle de l'ex-République yougoslave de Macédoine;

(x) Demandant aux autorités de la Serbie et aux institutions du Kosovo de reprendre les négociations bilatérales pour trouver une solution amiable aux problèmes qui les concernent l'une et l'autre, dans le respect de l'Etat de droit et des droits de toutes les communautés;

(xi) Soulignant que les institutions du Kosovo doivent garantir les droits de la minorité serbe et le respect de l'église orthodoxe et de ses structures religieuses;

(xii) Demandant aux forces politiques albanaises de surmonter leurs préjugés

mutuels et d'adopter un comportement de nature à permettre le bon fonctionnement d'un système parlementaire comportant une majorité et une opposition;

(xiii) Soulignant l'importance de la déclaration du parlement serbe sur le massacre de Srebrenica et encourageant tous les pays à organiser de telles manifestations publiques de réconciliation;

(xiv) Exhortant les autorités des pays de la région à coopérer avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie afin de traduire en justice les personnes coupables de crimes atroces contre l'humanité;

(xv) Réaffirmant la valeur d'une société multiethnique, multiculturelle et multireligieuse et demandant à tous les Etats de la région de rendre leur législation conforme aux principes essentiels de la plénitude des droits civiques et de la liberté d'expression pour les membres de toutes les communautés, quelle que soit leur identité culturelle, religieuse, ethnique ou nationale;

(xvi) Invitant les pays de la région à favoriser et encourager le retour des réfugiés sur leurs terres;

(xvii) Soulignant l'urgence de garantir à la région un environnement respectueux de la sécurité et de la légalité et de s'opposer à toute forme de criminalité et de trafic illicite; soulignant par ailleurs la nécessité pour les gouvernements régionaux d'agir en ce sens avec détermination;

(xviii) Considérant qu'il est essentiel que les pays de la région mettent en oeuvre des réformes économiques et invitant les institutions financières internationales à fournir les soutiens nécessaires;

(xix) Estimant précieuse l'action de stabilisation assurée par les missions EULEX, EUFOR Althea, MPUE et MINUK et invitant les gouvernements de la région à fournir tout l'appui supplémentaire requis;

(xx) Se félicitant de l'intention déclarée par tous les pays des Balkans d'adhérer à l'UE et de parvenir à une

convergence politique avec l'acquis communautaire sur la base des critères de Copenhague;

(xxi) Soulignant l'importance de renforcer toutes les institutions de coopération régionale – l'Initiative centre-européenne, l'initiative Adriatique-Ionienne (IAI), le Processus de coopération du Danube (DCP), l'accord de libre-échange centre-européen (ALECE/CEFTA) et le SEEP – utiles pour venir à bout des conflits et créer les conditions propices à l'intégration européenne proprement dite;

(xxii) Confirmant sa détermination d'intensifier la coopération avec les parlements nationaux des pays des Balkans occidentaux;

(xxiii) Rappelant l'intérêt stratégique d'intégrer les pays des Balkans occidentaux à l'Union européenne pour assurer la stabilité, la paix et la sécurité dans la région et dans l'ensemble de l'Europe,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE, EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE, A:

1. Demander au Conseil de l'UE de conclure d'ici la fin de l'année les négociations avec la Croatie, désormais entrées dans la phase finale, en fixant la date d'adhésion le plus tôt possible;

2. Prier le Conseil de l'UE de se prononcer sur l'ouverture de négociations avec l'ex-République yougoslave de Macédoine, en prenant pleinement en compte les con-

clusions du Conseil Affaires générales de l'UE en date des 7 et 8 décembre 2009;

3. Demander à la Commission européenne de conclure rapidement les formalités visant à accorder le statut de candidat à la Serbie, au Monténégro et à l'Albanie;

4. Inviter l'UE à étendre à la Bosnie-Herzégovine et à l'Albanie le traitement préférentiel en ce qui concerne les visas et la liberté de mouvement des populations;

5. Souligner l'importance de la conférence de l'UE sur les Balkans occidentaux, qui s'est tenue le 2 juin 2010 à Sarajevo, ainsi que de sa déclaration finale, en réaffirmant que l'intégration européenne des Balkans occidentaux est une priorité stratégique pour l'UE;

6. Inviter l'UE à définir dès que possible une feuille de route pour l'intégration des Balkans occidentaux dans les structures européennes, définissant les différentes étapes du processus tout en établissant des critères de référence et en fixant un calendrier ferme et vérifiable;

7. Demander à l'OTAN et aux institutions de défense européennes d'accueillir favorablement les aspirations des pays balkaniques à l'intégration;

8. Soutenir les missions EULEX, EUFOR Althea, MPUE et MINUK ainsi que l'action des Hauts Représentants, en leur fournissant tout l'appui et les moyens nécessaires.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 856 ⁽¹⁾Sull'UE e i Balcani occidentali ⁽²⁾

L'ASSEMBLEA,

(i) considerando che:

sono trascorsi quindici anni dalla firma dell'Accordo di pace di Dayton e dieci anni dall'intervento militare della NATO in Kosovo*;

durante questo periodo, la pace, la stabilità e la sicurezza sono state garantite all'intera regione grazie all'impegno militare e politico della comunità internazionale;

i nuovi Stati scaturiti dalla Federazione iugoslava hanno rafforzato le loro istituzioni democratiche;

permangono tuttavia dei conflitti che espongono la regione a nuovi rischi di tensione e al ritorno del nazionalismo;

la piena e completa integrazione di questi Paesi nelle istituzioni euro-atlantiche è essenziale per la stabilizzazione definitiva della regione;

(ii) considerando che:

con l'adozione dell'agenda di Salonicco (2003), l'Unione europea ha incorag-

giato un processo di stabilizzazione e associazione, il cui scopo ultimo è l'integrazione degli Stati dei Balcani occidentali nell'UE;

il Consiglio europeo ha ripetutamente espresso la sua volontà d'integrare i Balcani nell'UE, come ha recentemente ribadito l'Alto Rappresentante Catherine Ashton;

la Slovenia fa già parte dell'UE e partecipa alle grandi realizzazioni politiche europee, segnatamente all'eurozona e all'area Schengen;

i negoziati d'adesione con la Croazia, entrati nella fase finale, saranno forse conclusi entro la fine del 2010;

gli accordi di stabilizzazione e associazione stipulati con l'Albania, la Croazia, l'ex Repubblica iugoslava di Macedonia e il Montenegro sono entrati in vigore;

i ministri del Consiglio europeo hanno convenuto, nella loro riunione del 14 giugno 2010, di sottoporre l'accordo di stabilizzazione e associazione con la Serbia ai rispettivi Parlamenti per la ratifica;

un accordo analogo è stato firmato anche con la Bosnia-Erzegovina, ma non sussistono ancora le condizioni occorrenti per la sua entrata in vigore;

l'Albania, l'ex Repubblica iugoslava di Macedonia, il Montenegro e la Serbia hanno chiesto di aderire all'UE e manife-

⁽¹⁾ Adottata dall'Assemblea il 16 giugno 2010, nella corso della sua seconda seduta plenaria.

⁽²⁾ Motivazione: si veda la relazione presentata a nome della Commissione politica dall'on. Piero Fassino (Italia, Gruppo socialista), relatore, Documento 2066.

* Ogni riferimento al Kosovo figurante nel testo, vuoi al suo territorio, vuoi alle sue istituzioni o alla sua popolazione, è da intendersi nel completo rispetto della risoluzione 1244 del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite e fatto salvo lo *status* del Kosovo.

stato la loro intenzione d'intavolare negoziati;

l'Unione europea svolge un ruolo fondamentale nella stabilizzazione della Bosnia-Erzegovina mediante la sua missione « Althea », la sua missione di polizia e il suo Rappresentante speciale, che dirige inoltre l'Ufficio dell'Alto rappresentante;

l'Unione europea svolge, attraverso la missione EULEX, un ruolo di rilievo nel processo di stabilizzazione e sviluppo delle capacità del Kosovo;

la KFOR, che si avvale di un importante contributo europeo, partecipa all'instaurazione e al mantenimento di un ambiente sicuro;

l'Unione europea ha inoltre nominato dei rappresentanti speciali per l'ex Repubblica iugoslava di Macedonia e il Kosovo, al fine di contribuire attivamente alla costruzione dello Stato e alla stabilizzazione politica;

L'Unione europea ha accordato alla Serbia, al Montenegro e all'ex Repubblica iugoslava di Macedonia un trattamento preferenziale, sospendendo l'obbligo del visto allo scopo di facilitare gli spostamenti fra questi Paesi e l'UE;

(iii) considerando che:

la maggior parte dei Paesi dei Balcani occidentali ha ripetutamente espresso il proprio desiderio di aderire alla NATO;

alcuni di essi sono diventati membri del Partenariato per la Pace;

diversi Paesi dei Balcani partecipano a missioni NATO in Afghanistan e a varie missioni della PSDC;

l'Albania e la Croazia partecipano come membri associati, e la Bosnia-Erzegovina, l'ex Repubblica iugoslava di Macedonia, il Montenegro e la Serbia in qualità di *partner* alle attività dell'Assemblea parlamentare dell'Unione dell'Europa occidentale / Assemblea europea di sicurezza e difesa, inviandovi delle delegazioni parlamentari;

l'integrazione dei Paesi dei Balcani occidentali nelle politiche di sicurezza della NATO e dell'Unione europea contribuirebbe alla stabilità e alla sicurezza e proteggerebbe la regione dallo scoppio di un nuovo conflitto;

(iv) considerando che, per agevolare il processo d'integrazione europea, è essenziale addivenire alla composizione pacifica delle controversie e dei conflitti tra i Paesi della regione, nonché all'interno di ciascuno di essi;

(v) esprimendo compiacimento per l'esito positivo del referendum svolto dalla Slovenia sulla questione della frontiera marittima con la Croazia, alla quale è ora possibile fornire una soluzione con soddisfazione di entrambe le parti;

(vi) ribadendo la piena validità degli accordi di Dayton, la legittimità dello Stato e del principio d'integrità territoriale della Bosnia-Erzegovina, e l'urgenza di rafforzare le sue strutture statali, chiedendo nel contempo alla Croazia e alla Serbia, firmatarie degli accordi, di adoperarsi strenuamente per il conseguimento di tali obiettivi;

(vii) incoraggiando l'ex Repubblica iugoslava di Macedonia a continuare ad attuare gli accordi di Ocrida;

(viii) invitando i dirigenti della Bosnia-Erzegovina ad attuare le riforme costituzionali essenziali per l'entrata in vigore dell'accordo di stabilizzazione e associazione, che dovrebbero attribuire allo Stato le maggiori competenze necessarie per prendere parte attiva al processo di adesione all'UE;

(ix) esortando vivamente i governi della Grecia e dell'ex Repubblica iugoslava di Macedonia ad accelerare i negoziati tesi a raggiungere una soluzione reciprocamente accettabile riguardo alla denominazione ufficiale dell'ex Repubblica iugoslava di Macedonia;

(x) chiedendo alle autorità della Serbia e alle istituzioni del Kosovo di riprendere i negoziati bilaterali per trovare una

soluzione amichevole ai problemi che riguardano l'una e l'altro, nel rispetto dello Stato di diritto e dei diritti di tutte le comunità;

(xi) Sottolineando che le istituzioni del Kosovo devono garantire i diritti della minoranza serba e il rispetto per la Chiesa ortodossa e le sue strutture religiose;

(xii), chiedendo alle forze politiche albanesi di superare i loro pregiudizi reciproci e di adottare comportamenti tali da consentire il corretto funzionamento di un sistema parlamentare con una maggioranza e un'opposizione;

(xiii) sottolineando l'importanza della dichiarazione del Parlamento serbo sul massacro di Srebrenica e incoraggiando tutti i Paesi a organizzare manifestazioni pubbliche di riconciliazione dello stesso genere;

(xiv) esortando le autorità dei Paesi della regione a cooperare con il Tribunale penale internazionale per l'ex Jugoslavia onde assicurare alla giustizia i colpevoli di orrendi crimini contro l'umanità;

(xv) riaffermando il valore di una società multietnica, multiculturale e multireligiosa e chiedendo a tutti gli Stati della regione di rendere la loro legislazione conforme ai principi basilari della pienezza dei diritti civili e della libertà d'espressione per i membri di tutte le comunità, quale che sia la loro identità culturale, religiosa, etnica o nazionale;

(xvi) invitando i Paesi della regione a favorire e incoraggiare il ritorno dei profughi alle loro terre;

(xvii) sottolineando l'urgenza di garantire alla regione un ambiente rispettoso della sicurezza e della legalità, e di contrastare ogni forma di criminalità e traffico illecito; sottolineando d'altra parte la necessità che i governi regionali agiscano risolutamente in tal senso;

(xviii) reputando essenziale che i Paesi della regione attuino delle riforme economiche e invitando le istituzioni fi-

nanziarie internazionali a fornire il necessario sostegno;

(xix) considerando preziosa l'azione di stabilizzazione garantita dalle missioni EULEX, EUFOR, Althea, EUPM e UNMIK e sollecitando i governi della regione a fornire tutto l'ulteriore sostegno occorrente;

(xx) compiacendosi della volontà, espressa da tutti i Paesi dei Balcani, di aderire all'UE e giungere a una convergenza politica con l'*acquis* comunitario, sulla base dei criteri di Copenaghen;

(xxi) sottolineando l'importanza del potenziamento di tutte le istituzioni di cooperazione regionale — l'Iniziativa centro-europea, l'Iniziativa adriatico-ionica (IAI), il processo di cooperazione del Danubio (DCP), l'accordo di libero scambio dell'Europa centrale (CEFTA) e il SEEP — utili per superare i conflitti e instaurare condizioni propizie all'integrazione europea vera e propria;

(xxii) confermando il proprio impegno a intensificare la cooperazione con i Parlamenti nazionali dei Paesi dei Balcani occidentali;

(xxiii) ricordando l'interesse strategico dell'integrazione dei Paesi dei Balcani occidentali nell'Unione europea ai fini della stabilità, della pace e della sicurezza della regione e dell'Europa intera,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO D'INVITARE I PAESI DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE, IN QUALITÀ DI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, A:

1. chiedere al Consiglio dell'UE di concludere entro la fine dell'anno i negoziati con la Croazia, ormai entrati nella fase finale, fissando la data più ravvicinata possibile per l'adesione;

2. pregare il Consiglio dell'UE di pronunciarsi sull'apertura di negoziati con l'ex Repubblica jugoslava di Macedonia, tenendo pienamente conto delle conclusioni del Consiglio Affari generali dell'UE in data 7 e 8 dicembre 2009;

3. chiedere alla Commissione europea di ultimare rapidamente le formalità volte a concedere lo status di candidato alla Serbia, al Montenegro e all'Albania;

4. invitare l'Unione europea a estendere alla Bosnia-Erzegovina e all'Albania il trattamento preferenziale in materia di visti e di libera circolazione delle persone;

5. sottolineare l'importanza della conferenza dell'UE sui Balcani occidentali, tenutasi il 2 giugno 2010 a Sarajevo, come pure della sua dichiarazione finale, ribadendo che l'integrazione europea dei Balcani occidentali costituisce per l'UE una priorità strategica;

6. invitare l'UE a definire quanto prima una tabella di marcia per l'integrazione dei Balcani occidentali nelle strutture europee, che definisca le diverse fasi del processo e nel contempo stabilisca dei parametri di riferimento situandoli in un calendario prefissato e verificabile;

7. chiedere alla NATO e alle istituzioni europee di difesa di accogliere favorevolmente le aspirazioni dei Paesi balcanici all'integrazione;

8. sostenere le missioni EULEX, EUFOR, Althea, EUPM e UNMIK, come pure l'azione degli Alti rappresentanti, fornendo loro tutto l'appoggio e le risorse necessari.